

### L'emploi

leurs représentés par les députés libéraux de l'Ontario et du Québec qui sont le plus durement frappés par la récession causée par les politiques du gouvernement.

Dans ses remarques préliminaires à la conférence économique, le premier ministre (M. Trudeau) a dit, comme en fait foi le *Globe and Mail*:

... Le gouvernement fédéral n'a d'autre choix que d'ajuster nos taux d'intérêt au niveau—et même parfois au-dessus—de ceux qui sont fixés aux États-Unis».

Une politique de stimulation à court terme «compromettrait dangereusement nos chances de réduire l'inflation et de faire baisser à la longue nos taux d'intérêt et ne créerait que quelques emplois secondaires et temporaires».

Le gouvernement libéral a abdiqué sa responsabilité de gérer les affaires de notre pays. Il a abandonné cette responsabilité au gouverneur de la Banque du Canada. Nous avons suivi son conseil et nous nous sommes astreints à des restrictions au cours des cinq ou six dernières années. Il nous dit que nos taux d'intérêt devaient être élevés. Cette politique, qui a été lancée par le gouverneur de la Banque du Canada avec l'accord des mandarins du ministère des Finances et la bénédiction du gouvernement, a exacerbé l'inflation et le chômage.

Revoyons ce qui s'est passé. Lorsque le gouvernement a appliqué la réglementation des prix et des salaires, en 1975, il s'est justifié en disant que le taux d'inflation était inacceptable. Celui-ci était alors de 10½ p. 100. Or, il dépasse maintenant les 12 p. 100. Ces cinq dernières années, environ 400,000 nouveaux chômeurs sont venus grossir les rangs des sans-travail malgré les mesures de restriction qu'a prises le gouvernement.

● (1610)

Les premiers ministres des dix provinces sont réunis ici avec des représentants du gouvernement fédéral. Que disent-ils? Ils font front commun. Ils réclament à l'unanimité du gouvernement fédéral qu'il réduise les taux d'intérêt et s'attache à créer des emplois. Le gouvernement répète qu'il ne peut pas le faire. Les premiers ministres provinciaux ont-ils tort? Le premier ministre le soutient. Au cours du bref intervalle en 1979-1980 où nous avons eu un gouvernement conservateur, l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce, alors porte-parole de l'opposition libérale en matière financière, est intervenu ici à la Chambre le 6 novembre 1979 au moment où le gouvernement conservateur suivait le même conseil du gouverneur de la Banque du Canada que celui qu'avaient suivi auparavant les libéraux et qu'ils sont encore en train de suivre. Je rappellerai aux députés que c'est le gouvernement conservateur qui a renouvelé le mandat du gouverneur de la Banque du Canada. Voici ce que l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) a dit à cette époque au sujet des taux d'intérêt élevés:

... les usines et les entreprises ne peuvent plus se développer, ni accroître leur main-d'œuvre ou leur production. Les entreprises en général, mais les petites en particulier, ne peuvent plus fonctionner et produire à un prix qui ne crée pas d'inflation. Ce taux élevé d'escompte sera donc responsable de la perte de production et d'emplois, non seulement dans l'immédiat mais pendant tout l'hiver.

Le ministre avait absolument raison. Si seulement le gouvernement écoutait les conseils que le ministre prodiguait au gouvernement conservateur de l'époque, alors que les libéraux étaient dans l'opposition!

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a dit aujourd'hui, en réponse à des questions, que les taux d'intérêt sont actuellement plus bas qu'il y a quelques mois, ce qui est vrai. Mais il faut noter que le taux annoncé aujourd'hui est en hausse par

rapport à la semaine dernière, et il est probable que les taux d'intérêt vont augmenter au cours des prochains mois.

En réponse aux questions qui lui étaient posées ces dernières semaines et dans sa défense des politiques et programmes gouvernementaux, le ministre des Finances (M. MacEachen) a dit que les choses vont bien aller parce que dans le courant de l'année—à l'été ou à l'automne—l'économie américaine va reprendre et que, bien sûr, si l'économie américaine reprend, l'économie canadienne va emboîter le pas. Les seuls qui croient à une reprise économique pour le deuxième semestre de 1982, c'est l'entourage du président Reagan aux États-Unis, le gouverneur de la banque du Canada et les hauts fonctionnaires du ministère des Finances.

**M. Blaikie:** Tous des siphonnés!

**M. Orlikow:** Il n'y a qu'à regarder ce qui se passe à la bourse américaine pour voir ce que pensent les milieux d'affaires américains de ce qu'ils appellent la Reaganéconomie: les valeurs continuent de chuter au lieu de monter. Les Américains voient venir un déficit budgétaire, à cause des réductions d'impôts instituées par le président Reagan au profit notamment des tranches supérieures de revenus, à cause aussi des importantes augmentations de dépenses militaires qu'il entend imposer. Les Américains voient venir un déficit qui va s'établir entre 75 et 100 milliards de dollars cette année. Cela veut dire que le gouvernement américain va aller emprunter cet argent sur les marchés financiers. Les intérêts vont donc monter au lieu de baisser.

Le gouverneur de la Banque du Canada, appuyé par le premier ministre et par le ministre des Finances—et par l'ex-ministre des Finances conservateur quand il était en fonctions—nous a condamnés à une politique d'intérêts liés et légèrement supérieurs aux taux américains. Infailliblement, donc, les taux d'intérêt vont monter au lieu de descendre dans le second semestre de 1982, avec comme résultats une accélération de l'inflation, un ralentissement économique et une aggravation du chômage. Voilà ce que vont donner les politiques du gouvernement.

J'ai écouté le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) nous énumérer rapidement les nouveaux programmes gouvernementaux. Le temps est venu de les analyser en détail, mais le ministre nous a parlé des nouveaux programmes de formation, de partage de travail et de création d'emplois. Il nous a parlé du PARI. Il a donné à entendre que ces programmes ont été créés en collaboration avec les provinces, en collaboration et en consultation avec les syndicats et les entreprises. Le ministre le croit peut-être, mais c'est faux. S'il consulte des représentants syndicaux—ceux qui représentent les ouvriers métallurgistes de Sept-Iles et de Shefferville ont comparu devant un comité parlementaire—il apprendra que le Programme d'aide à la recherche industrielle ne donne pas de bons résultats, quoi qu'il en dise. Je tiens à dire au ministre que tous ces programmes ont été mis au point de façon unilatérale par le ministre et son ministère, comme toujours depuis la création de ce ministère. Il n'y a jamais eu véritablement de consultations ni d'entretiens avec des représentants des syndicats, du patronat ou des provinces. C'est pourquoi les nouveaux programmes qu'il a annoncés se solderont par des échecs comme les premiers que son ministère a formulés, pendant son mandat ou celui de ses prédécesseurs, c'est-à-dire sans aucune consultation extérieure.